

Unité départementale de l'Aisne  
Équipe 4  
25 rue Albert THOMAS  
02100 SAINT QUENTIN

Lille, le 04/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**KUEHNE+NAGEL**

ZAC des Etomelles  
Rue Flandres Dunkerque  
02200 VILLENEUVE SAINT GERMAIN

Références : K+N22-612\_Rinsp  
Code AIOT : 0005104189

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement KUEHNE+NAGEL implanté ZAC des Etomelles 02200 VILLENEUVE ST GERMAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KUEHNE+NAGEL
- ZAC des Etomelles 02200 VILLENEUVE ST GERMAIN
- Code AIOT : 0005104189
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'entrepôt exploité par la société KUEHNE & NAGEL a été édifié en 2004 sur la zone industrielle de VILLENEUVE SAINT GERMAIN.

D'un volume global de 353568 m<sup>3</sup>, cet entrepôt est divisé en 9 cellules.

L'exploitation de cet entrepôt est autorisée par arrêté préfectoral du 5 octobre 2011, modifié en dernier lieu le 21 septembre 2020.

Ce site relève du régime SEVESO Seuil Haut au titre des rubriques n°4510 (stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique) et 4320 (aérosols extrêmement inflammables) de la nomenclature des installations classées.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale prioritaire pluriannuelle sécurité-sûreté

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositifs anti-intrusion	Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 2.1.3	/	Délai 30 jours
5	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Délai 30 jours
6	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Délai 30 jours

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 7.1.8	/	Sans objet
3	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25	/	Sans objet
4	Système de Gestion de la Sécurité	Code de l'environnement du 05/10/2022, article L. 515-40	/	Sans objet
7	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
8	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
9	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet
10	Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Sur les points contrôlés, le site répond aux exigences fixées par l'arrêté préfectoral du 20/01/2018 en matière de sécurité et sûreté à l'exception de l'entretien des abords du site sur l'arrière de l'entrepôt qui n'était pas réalisé le jour de l'inspection.

Le gardiennage du site en dehors et pendant les heures d'exploitation est assuré par un prestataire extérieur qui intervient en sous-traitance.

Par ailleurs, une surveillance à distance de l'entrepôt est également réalisée par un prestataire extérieur. (Report des alarmes uniquement)

La prestation de gardiennage étant sous-traitée, l'exploitant bien qu'ayant établi des consignes et procédures qui répondent partiellement aux exigences du SGS n'a pas rédigé de document en

propre définissant les missions des agents de sécurité, il n'a rien défini également en matière de formation de ces derniers et n'a que peu d'information quant à leur capacité à tenir le poste, il trace uniquement la validité de la carte professionnelle délivrée par le CNAPS. Il est important qu'il puisse davantage s'investir sur ces champs pour d'une part répondre aux exigences du SGS et d'autre part mieux maîtriser la capacité à intervenir des agents de sécurité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositifs anti-intrusion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture, portail
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, mesurée à partir du sol côté extérieur, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Voir détails en annexe confidentielle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites – Délai 30 jours à compter de la notification du rapport d'inspection
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/2018, article 71.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives : <ul style="list-style-type: none"><li>• Soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;</li><li>• Soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ;</li><li>• Soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins.</li></ul> L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives).  Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan matérialisant les zones à risques, y compris les zones ATEX. Voir détails en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2021.
<b>Constats :</b>  Le site est gardienné et surveillé 24h/24 et 7j/7. Voir détails en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Système de Gestion de la Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/10/2022, article L. 515-40
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation de la sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un document référencé WI-VSG-4001, document chapeau du système de gestion de la sécurité (SGS). Sa dernière mise à jour date du 09/07/2019, l'exploitant indique qu'il doit être revu prochainement.  Ce document aborde bien les 7 items : 1. Organisation et formation 2. Identification et évaluation des risques 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation 4. Conception et gestion des modifications 5. Gestion des situations d'urgence 6. Surveillance des performances 7. Audits (et revues de direction)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Système de Gestion de la Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation – formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.
<b>Constats :</b> Voir détails en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites - Délai 30 jours à compter de la notification du rapport d'inspection
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Système de Gestion de la Sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation – formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b>  Voir détails en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites - Délai 30 jours à compter de la notification du rapport d'inspection
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Système de Gestion de la Sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation – formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
<b>Constats :</b>  Voir détails en annexe confidentielle.
<b>Observations :</b> Voir détails en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Système de Gestion de la Sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.
<b>Constats :</b>  Des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Voir détails en annexe confidentielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Système de Gestion de la Sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.
<b>Constats :</b>  Oui. Le POI mentionne bien la procédure à suivre ainsi que le rôle précis de chacun des intervenants. Voir détail en annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Système de Gestion de la Sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li><li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Voir détail en annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet